

Les désordres de notre temps à travers le prisme de la sociologie processuelle de Norbert Elias

Abine Delzescaux

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2022/5 (VOL. 72), PAGES 845 À 848
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724637489

DOI 10.3917/rfsp.725.0845

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2022-5-page-845.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

VARIA

LECTURES CRITIQUES

— Les désordres de notre temps à travers le prisme de la sociologie processuelle de Norbert Elias¹

L'œuvre du sociologue allemand Norbert Elias peut-elle aider à comprendre les problèmes politiques et sociaux de notre temps et, si tel est le cas, en quoi le peut-elle ? Quel cadre de référence épistémologique, quels schèmes théoriques et quels outils conceptuels offre-t-elle pour appréhender les formes à la fois plurielles, singulières et parfois inédites que ces problèmes adoptent ? À quels usages empiriques de ce cadre, de ces schèmes et de ces outils donne-t-elle lieu ? L'ouvrage, paru en 2021 sous la direction de Florence Delmotte et Barbara Górnicka, intitulé *Norbert Elias in Troubled Times. Figurational Approaches to the Problems of the Twenty-First Century*, montre que le cadre de pensée tracé par la sociologie processuelle de N. Elias résiste au temps et demeure pertinent pour nombre de chercheurs en sciences sociales. Les analyses déployées dans les différents corpus d'articles présentés prennent appui sur cette sociologie, qualifiée aussi de sociologie configurationnelle, et les

usages empiriques qui en sont fait montrent que les jeunes générations de chercheurs sont sensibles aux modes de problématisation historicisés qu'elle préconise. Cet ouvrage, le quatrième d'une série consacrée à N. Elias aux éditions Palgrave Macmillan, fait suite au colloque international « Global Interdependencies : What's New in the Human Society Individuals ? The Political and Academic Relevance of Norbert Elias's Work Today » qui s'est tenu à l'université de Saint-Louis, en Belgique, en 2018, à l'initiative, notamment, de membres de la fondation Norbert-Elias et de représentants de la première heure de la sociologie éliassienne. Appréhender dans leur contemporanéité les troubles sociaux et politiques qui bouleversent l'ordre mondial actuel, tel est l'objectif majeur de ce collectif d'articles, mais son ambition va au-delà. À travers les analyses déployées dans les différents corpus d'articles présentés et regroupés sous trois axes principaux de réflexions², les auteurs entendent tout d'abord attester la fécondité scientifique et heuristique du socle épistémologique sur lequel la sociologie processuelle s'étaye. On ne saurait, en quelques phrases, rendre compte de la pluralité des perspectives subsumées sous ce vocable. Mais sans doute convient-il de rappeler que, conformément à la « révolte épistémologique³ » que N. Elias était soucieux d'opérer afin de rompre avec les modes de pensées *magico-mythiques* qui, selon lui, prédominaient encore trop largement dans le champ des sciences sociales, la sociologie des processus dont il se voulait le fondateur⁴ se présente comme une sociologie

1. À propos de l'ouvrage de Florence Delmotte, Barbara Górnicka (dir.), *Norbert Elias in Troubled Times. Figurational Approaches to the Problems of the Twenty-First Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021 (Palgrave Studies on Norbert Elias). 357 p. Index.

2. Le premier axe est consacré à la réactualisation de thèmes éliassiens considérés comme classiques, le deuxième est centré sur les thématiques de la guerre et de la violence et le troisième s'intéresse plus particulièrement au modèle de relation établis-marginaux et au concept d'habitus.

3. Pierre Ansart, « Toute connaissance du social est-elle idéologique ? », dans Jean Duvignaud (dir.), *Sociologie de la connaissance*, Paris, Payot, 1979.

4. Voir Sabine Delzescaux, *Norbert Elias. Une sociologie des processus*, Paris, L'Harmattan (Sociologie de la connaissance), 2001 ; et Sabine Delzescaux, *Norbert Elias. Distinction, conscience et violence*, Paris, Armand Colin, 2016.

foncièrement historicisante – centrée sur les processus d'évolution à long terme, qu'ils soient de type *évolutionnaire* ou *développemental* –, pluridimensionnelle – tenant compte des différents niveaux d'intégration et combinant une approche à la fois diachronique et synchronique des configurations sociales étudiées – et pluridisciplinaire – intégrant les apports de disciplines telles que la biologie, l'histoire, l'anthropologie ou encore la psychanalyse, ces dernières devant permettre d'articuler entre elles les approches sociogénétique et psychogénétique des phénomènes sociaux. Quoique les usages dont cet appareillage épistémologique fait l'objet dans le corpus de textes réunis par F. Delmotte et B. Górnicka soient assez diversifiés, la plupart des auteurs intègrent à leur développement les perspectives historicisante et multidimensionnelle qui servent de pierres angulaires à la sociologie processuelle.

Ainsi, Nico Wilterdink, éliasien de la première heure, revisite le concept de « démocratisation fonctionnelle » que N. Elias mobilise dans *Qu'est-ce que la sociologie ?* pour préciser la nature des interdépendances sociales explorées en premier lieu dans *Le procès de civilisation*¹ et *La société de cour*. Il s'attache à montrer que l'historicisation des processus auxquels ce concept renvoie est indispensable pour analyser de manière fine les inégalités de répartition du pouvoir entre les groupes sociaux. Suivant les niveaux d'intégration observés et suivant la manière dont les relations d'interdépendances entre les différents acteurs sociaux sont configurées, on peut simultanément avoir affaire, à un niveau donné, à une réduction des écarts de pouvoir entre gouvernants et gouvernés – réduction à laquelle renvoie le concept de « démocratisation fonctionnelle » – et, à un autre niveau, à un renforcement de ces écarts. Dans ce cas de figure, ces processus peuvent être catégorisés comme des processus de « dé-démocratisation fonctionnelle² » et il convient, selon N. Wilterdink, de porter attention aux critères d'évaluation retenus pour analyser les fluctuations dont les rapports de pouvoir font l'objet, en particulier entre les différentes classes sociales.

Des auteurs comme Matt Clement, qui s'interroge sur la résurgence des populismes au sein des sociétés occidentales, Marta Bucholc, qui explore les processus de fragilisation des ordres juridiques démocratiques, notamment à travers les exemples de la Pologne et de la Hongrie qui, modifiant le statut du droit, ne lui accordent plus la *primauté*, ou encore Ludvine Damay et F. Delmotte, qui analysent les distinctions opérées entre les conceptions relatives aux droits de l'homme et celles, plus récentes, relatives aux droits humains, placent également au premier plan les questions d'historicisation des objets de recherche. C'est aussi le cas de Delphine Deschaux-Dutard qui analyse, dans une perspective à la fois sociogénétique et psychogénétique, le processus de construction de la défense européenne. Tout en mettant en relief les dynamiques relationnelles qui prévalent entre les différentes catégories d'acteurs impliquées (acteurs politiques, diplomatiques et militaires), elle montre que les processus de socialisation réciproque sont profondément marqués par la structuration des habitus sociaux constitués au niveau national, ainsi que par les ethos professionnels forgés communément. Il est à noter que, parmi les différents contributeurs, Alexander Mack est sans doute celui qui sensibilise le plus le lecteur à l'importance du cadre de référence épistémologique qui sous-tend la sociologie processuelle. Celui-ci analyse en particulier les préoccupations communes à cette sociologie et à la sociologie du risque développée par Ulrich et Elisabeth Beck, ainsi que leurs points de convergence. Il montre, à travers l'application du concept éliasien de « processus à double lien » à la sociologie des risques écologiques, le caractère opératoire de cette conceptualisation qui doit permettre, selon lui, dans un contexte de relations sociétales mondialisées, de mieux appréhender les articulations actuelles entre les processus à double lien écologiques et économiques, mais aussi entre ces processus et ceux relatifs à l'exercice de la violence – *via*, d'une part, l'usage des armes de destruction massive comme les armes nucléaires, biologiques ou chimiques, et, d'autre part, les violences socio-politiques – ou encore ceux relatifs à la sécurité sanitaire.

1. Traduction par l'auteur du titre de l'ouvrage allemand *Über den Prozeß der Zivilisation* (1939), traduit en France en trois volumes séparés : *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 et *Moyen Âge et procès de civilisation*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2021.

2. « Functional de-democratisation » (traduction de l'auteur).

Réaffirmer la pertinence du cadre conceptuel tracé par la théorie de la civilisation de N. Elias est l'ambition seconde de l'ouvrage. La deuxième partie, intitulée « Violence et visages de la guerre¹ », revient tout particulièrement sur ce paradigme qui sert de cadre de référence aux analyses consacrées à la question de la violence et aux formes plurielles qu'elle revêt. L'article de Xavier Rousseaux et Quentin Verreycken, « Le processus de civilisation, le déclin des homicides et les sociétés perpétrant des meurtres de masse : Norbert Elias et l'histoire de la violence² », porte sur l'intérêt et les débats que la théorie du processus de civilisation a suscité chez les historiens de la justice pénale, que ce soit pour la critiquer, la nuancer ou la prolonger. La mobilisation, dans le cadre de ces débats, de concepts tels que ceux de « décivilisation », de « dys-civilisation » ou encore de « re-civilisation » montrent que les divergences d'interprétation concernant le statut à conférer aux formes les plus extrêmes de violence qui adviennent au sein des sociétés – qu'elles soient pacifiées ou non – persistent. L'article de Dominique Linhardt et Cédric Moreau de Bellaing, « Un retour à la violence ? Esquisse d'une approche sociologique processuelle de la "terreur" et du "terrorisme"³ », s'inscrit de plain-pied dans ces débats en interrogeant plus particulièrement la notion de « retour en arrière » à laquelle l'hypothèse d'une « avancée civilisationnelle » (p. 164) ouvre la voie lorsque le surgissement de la violence advient au sein de sociétés où les normes d'autocontrôle sont fortement requises. Parmi les multiples pistes de réflexions qu'ils ouvrent, celle concernant le caractère spécifique des actes de violence terroriste mérite une attention particulière. Ils estiment, en effet, que ces formes extrêmes de violence, parce qu'elles sont à analyser à partir des « trois registres distincts [...] de la guerre, du crime et de l'engagement idéologique » (p. 174), doivent donner lieu à de nouvelles catégorisations de la violence. La mobilisation de ce cadre de référence est aussi présente dans l'article de Maria Beatriz Rocha Ferreira, Marina Vinha et Veronice Lovato Rossato qui porte sur les relations de pouvoir entre les communautés indigènes brésiliennes de la réserve de Dourados et l'État brésilien, dont les politiques de colonisation doivent être mises en

lien avec la spécificité de son processus de formation. Les autrices analysent en particulier la défonctionnalisation de ces communautés indigènes en prise avec des conflits intercommunautaires persistants, et gangrénées par les phénomènes d'alcoolisme, d'usage des stupéfiants et de violence. Aurélie Lacassagne et Dana Hickey, dans l'article qu'elles consacrent aux modes de pensées indigènes, convoquent également la théorie du processus de civilisation, qu'elles mettent en perspective avec celui de colonisation et la violence génocidaire dont les peuples indigènes canadiens et australiens ont fait l'objet. Le programme de recherches comparatif qu'elles préconisent de développer pour analyser ce type de violence entend, non pas récuser, mais plutôt infléchir et compléter le modèle interprétatif déployé par N. Elias, parti pris que les auteurs, dans leur ensemble, partagent. Les développements proposés dans les différents articles, quelles que soient leurs approches critiques, prennent effectivement comme cadre de référence le mode de problématisation retenu par N. Elias pour analyser et qualifier les processus de formation des autocontraintes et des habitus qu'ils contribuent à façonner. Le fait que cela conduise à penser les processus faisant place à la violence en termes de décivilisation, de « retour en arrière » ou encore de « régression » mériterait de plus amples explorations ; les questionnements que ce cadre théorique et que l'usage même du terme civilisation appellent, notamment en ce qui concerne les dimensions les plus aporétiques de la théorie du processus de civilisation⁴, restent multiples.

Une autre ambition dont cet ouvrage se fait le porteur concerne le souci d'opérationnalisation du cadre de pensée éliassien. Pour N. Elias, produire des connaissances « plus congruentes avec la réalité » et davantage susceptibles, de ce fait, de procurer aux hommes des moyens d'orientation moins perméables aux affects et aux fantasmes et donc plus robustes, constituait, ainsi que le rappellent les coordinatrices de l'ouvrage, un des enjeux majeurs de la sociologie processuelle et c'est une préoccupation que l'on retrouve en filigrane dans l'ensemble des contributions. Dans l'article de clôture qu'il consacre aux « implications politiques de la sociologie »

1. « Violence and Faces of War » (traduction de l'auteur).

2. Xavier Rousseaux, Quentin Verreycken, « The Civilising Process, Decline of Homicide, and Mass Murder Societies : Norbert Elias and the History of Violence » (traduction de l'auteur).

3. Dominique Linhardt, Cédric Moreau de Bellaing, « A Throwback to Violence ? Outline for a Process-Sociological Approach to "Terror" and "Terrorism" » (traduction de l'auteur).

4. Voir S. Delzescaux, *Norbert Elias. Une sociologie...*, op. cit. ; et S. Delzescaux, *Norbert Elias. Distinction...*, op. cit.

(p. 335), Stephen Mennell revient sur cette dimension opératoire et sur la visée émancipatrice qui la sous-tend. Dans un contexte d'exacerbation accrue des passions politiques et de fragilisation croissante des démocraties représentatives, la question de savoir comment desserrer l'emprise que les logiques affectives exercent sur le champ politique, et plus particulièrement sur les processus électoraux démocratiques, se pose à nouveau avec force. À sa manière, c'est bien à la question névralgique de la « gestion des passions politiques¹ » que S. Mennell nous ramène et au rôle que la connaissance sociologique du social peut jouer dans celle-ci.

Une dernière voie de recherche ouverte par l'ouvrage coordonné par F. Delmotte et B. Górnicka mérite l'attention, celle à laquelle nous introduit le modèle de relations « établis-marginaux ». Ce dernier, ainsi que le mettent en exergue les articles de Steven Loyal et de Merle Schatz respectivement consacrés à la politique étatique irlandaise d'accueil des migrants demandeurs d'asile et aux dynamiques relationnelles entre les communautés mongoles et chinoises en Mongolie intérieure, permet d'appréhender au premier chef les processus de stigmatisation et de discrimination dont certaines catégories de population font l'objet. Sa portée sociologique est, toutefois, plus large, la problématique qu'il permet d'aborder étant aussi celle, nodale, des processus de distinction. Dans l'article de clôture de la partie trois, intitulée « Relations établis-marginaux et questions d'habitus² », Reinhard Blomert rappelle que l'intérêt de N. Elias pour ce modèle de relations est ancien et que l'ouvrage *The Established and the Outsiders*, traduit en français par *Logiques de l'exclusion*, ne fait effectivement que reprendre une modélisation déjà centrale dans les deux textes phares que sont *Le procès de civilisation* et *La société de cour*. N. Elias, en effet, en fait la pierre angulaire de la sociologie des processus de distinction qu'il promeut, sociologie à laquelle Pierre Bourdieu a donné son extension la plus féconde. La vocation de la sociologie processuelle est aussi là : comprendre comment la répartition sociale du pouvoir entre individus, groupes sociaux et États se structure et comment les logiques distinctives qui servent de soubassement à leur autojustification sociale affermissent leur

force d'emprise. Pour N. Elias, les luttes pour le statut social et le prestige constituaient un des moteurs les plus puissants des dynamiques relationnelles, et ressaisir la structuration des habitus sociaux individuels et collectifs supposait de mettre à jour les ressorts de l'économie de la distinction dans laquelle cette structuration prenait pied. Même s'ils ne la désignent pas comme telle, plusieurs articles renvoient à cette dimension de l'œuvre de N. Elias. C'est le cas non seulement des articles précités de S. Loyal et M. Schatz, mais aussi de celui de Hendrik Hinrichsen qui porte sur les traits distinctifs des générations Intifada et Oslo au sein de la société palestinienne. Dans une certaine mesure, l'article d'Alon Helled s'y rapporte également. Son étude des différentes « générations historiographiques » (p. 301) qui se sont succédé au sein de la société israélienne montre qu'elles ont contribué à façonner l'habitus national israélien et comment, en retour, cet habitus a marqué les orientations historiographiques privilégiées par chacune de ces générations. Les logiques de distinction dans lesquelles celles-ci s'inscrivent du point de vue académique sont étroitement liées au processus de formation de l'État israélien et, bien que l'auteur se réfère davantage aux travaux de P. Bourdieu qu'à ceux de N. Elias concernant la question de l'habitus, la perspective sociohistorique qu'il adopte pour analyser les transformations identitaires au niveau national s'ancre bien dans les orientations épistémologiques et théoriques de la sociologie processuelle.

L'intérêt pour l'œuvre de N. Elias et pour la sociologie processuelle n'a cessé de croître ces dernières décennies et l'ouvrage *Norbert Elias in Troubled Times* rend compte de la pluralité des axes de recherche ouverts et de leur fécondité à la fois épistémologique, théorique et méthodologique. La réception dont cette dernière fait l'objet dans le champ des sciences sociales continue, toutefois, de susciter l'ambivalence, ainsi que le donne à voir l'article de R. Blomert qui revient de manière détaillée sur les choix éditoriaux qui ont entouré les parutions successives de l'ouvrage co-écrit avec John Scotson, *The Established and the Outsiders*, et sur les critiques que la mise en avant du nom de N. Elias au détriment de celui de J. Scotson, dans les rééditions, a suscité. R. Blomert questionne en particulier la

1. Pierre Ansart, *La gestion des passions politiques*, Paris, L'Âge d'Homme, 1983.

2. « Established-Outsiders Relations and Habitus Issues » (traduction de l'auteur).

dimension paradigmatique que N. Elias entendait conférer au modèle de relations établis-marginaux à travers la publication de cet ouvrage. Le fait que celui-ci laisse de côté ce qui constituait le cœur de la sociologie processuelle, à savoir l'approche historiciste, contribuait à affaiblir la portée sociologique du modèle et cette observation conduit R. Blomert à centrer en priorité son article sur la pertinence de cette modélisation. Cependant, les remarques qu'il formule à propos des modalités de collaboration entre N. Elias et J. Scotson et des stratégies éditoriales privilégiées pour soutenir la diffusion de leur ouvrage ouvrent sur un champ de réflexions encore en jachère et qui concerne la part du travail éditorial – et de traduction – dans la structuration de l'œuvre de N. Elias et dans sa réception. R. Blomert indique à propos de *The Established and the Outsiders* qu'il a fallu attendre de retrouver le manuscrit de la thèse de J. Scotson pour savoir quelle part revenait à chacun des deux auteurs, et pour cerner précisément de quelle nature était leur contribution respective. La reconnaissance internationale dont la sociologie de N. Elias a fait l'objet doit beaucoup à ce travail éditorial et de traduction dont on mesure encore mal la nature – selon les textes et selon les pays de réception de l'œuvre – et la portée, même si des auteurs comme S. Mennell ou encore Michael Schröter se sont efforcés de le rendre plus transparent¹. Il apparaît, au regard des analyses développées dans les différents articles, qu'une mise à jour très précise et circonstanciée de ce travail contribuerait à éclairer sous un jour nouveau l'effort de conceptualisation réalisé par N. Elias et les orientations théoriques de son œuvre.

Sabine Delzescaux –

Université Paris Dauphine-PSL, LEDa-LEGOS

Régénérer la démocratie²

« **L**a démocratie a toujours été suicidaire » écrivait Jacques Derrida au début des années 2000, insistant à la

fois sur l'« auto-immunité constitutive » de la démocratie et sur la promesse du projet émancipateur qu'elle porte³. Le régime démocratique s'affaiblit toujours par ses propres principes, explique le philosophe, plus que par ses ennemis extérieurs, mais il offre également un infatigable espoir pour davantage de démocratie.

Vingt ans plus tard, dans le sillage des régimes populistes, autoritaires et illibéraux qui continuent de se réclamer de la légitimité électorale, la fragilité intrinsèque de la démocratie n'a jamais été aussi évidente. Mais, face aux crises climatiques, financières, politiques, économiques, sanitaires ou militaires, la conviction que seuls les moyens démocratiques – réduction des inégalités, délibération collective, inclusion citoyenne, autonomie, responsabilité des élus, transparence, participation politique, etc. – peuvent, à terme, maintenir un monde commun viable, reste tenace. C'est à ce double enjeu que se sont attelés Craig Calhoun, Dilip Parameshwar Gaonkar et Charles Taylor, respectivement spécialistes de sciences sociales, d'histoire intellectuelle et d'études culturelles, et de philosophie, dans *Degenerations of Democracy* : d'une part, établir un diagnostic précis de ce qui a abîmé les démocraties occidentales et menace de les rendre inopérantes, d'autre part, raviver la puissance et la promesse démocratiques.

Les trois auteurs ont ainsi repris et complété leurs textes présentés au Geneva Graduate Institute afin de les regrouper en un livre de sept chapitres, écrits seuls ou à deux et traversés par un dialogue constant entre les concepts, les hypothèses et les arguments de chacun. Le résultat est un ouvrage de synthèse d'une formidable richesse bibliographique, couvrant les évolutions des démocraties occidentales de l'après-guerre à aujourd'hui. Il propose des analyses empiriques, conceptuelles et normatives touchant à l'ensemble des maux qui caractérisent notre vie politique et sociale. L'idéal d'une démocratie compatible avec le capitalisme mais critique de ses dérives pratiques et idéologiques anime les trois auteurs, donnant au livre une tonalité tantôt pessimiste, tant les problèmes s'accumulent, ou nostalgique selon

1. Michael Schröter a notamment publié, en 1997, un ouvrage dans lequel il revient sur le travail de traduction et d'édition qu'il a réalisé pour N. Elias et à sa demande. Voir Michael Schröter, *Erfahrungen mit Norbert Elias. Gesammelte Aufsätze*, Francfort, Suhrkamp Taschenbuch Wissenschaft, 1997, p. 288.

2. À propos de l'ouvrage de Craig Calhoun, Dilip Parameshwar Gaonkar, Charles Taylor, *Degenerations of Democracy*, Cambridge, Londres, Harvard University Press, 2022. 368 p. Notes. Index.

3. Jacques Derrida, *Voyous. Deux essais sur la raison*, Paris, Gallilée, 2003, p. 57.

le tableau dressé des Trente Glorieuses¹, tantôt optimiste de par leur foi démocratique et leur vision de projets de renouvellement profond et *bottom-up* de la démocratie sociale.

La difficulté initiale est la même que celle problématisée par J. Derrida : en tant que régime, la démocratie est faillible, voire dangereuse pour elle-même. En effet, les régimes démocratiques « dégénérés » sont installés par des élections mais finissent toujours par accaparer le pouvoir en tuant à petit feu la culture démocratique et ses institutions² : c'est la logique de l'érosion démocratique ou, plus couramment dans la littérature, *democratic backsliding*³. En tant qu'aspiration, cependant, la démocratie seule maintient possible, mais toujours de façon différée, la réalisation conjointe de l'égalité, de la liberté et de la solidarité.

Ce double mouvement nécessite donc, d'une part, un souci permanent pour la santé de nos démocraties, et, d'autre part, la mise en œuvre constante de ses principes pour en poursuivre la démocratisation. Parce que la démocratie est un concept « téléique » (p. 19), explique C. Taylor, parce qu'elle est toujours « à venir », aurait dit J. Derrida, elle est toujours à faire, et ce, à tous les échelons de la vie des citoyens : depuis les sentiments quotidiens d'exclusion ou d'impuissance qui entretiennent un désespoir propre à se tourner vers des solutions simples et violentes, à la vie institutionnelle et politique, en passant par l'ensemble des corps intermédiaires publics et privés qui doivent œuvrer pour le bien de tous. En quoi consiste exactement leur diagnostic des dégénérescences de la démocratie, et quelles pistes proposent les auteurs

pour la régénérer ? Une démocratie est fonctionnelle et forte lorsqu'elle permet l'expression et l'autonomie de tous les citoyens ; elle garantit l'existence d'oppositions entre des intérêts contradictoires et les moyens de leur négociation ; elle donne sens à une appartenance collective autour d'institutions légitimes en vue de réaliser le bien commun. Une démocratie dégénère lorsqu'un ou plusieurs de ces éléments se désagrègent : lorsque la polarisation politique est trop forte, elle transforme l'opposition en conflit irréductible et non-négociable empêchant le respect de chacun et l'acceptation des résultats électoraux ; lorsque les intérêts privés dominent, il devient impossible d'agir en vue du bien commun ; lorsque les inégalités s'aggravent, elles nourrissent les frustrations, les colères, et détruisent l'idée d'égalité politique et juridique entre citoyens ; lorsque les contre-pouvoirs médiatiques ou universitaires sont gouvernés par des logiques de marché, la transparence et la créativité intellectuelle face aux nouveaux problèmes disparaissent ; lorsque l'idéologie néolibérale justifie l'abandon des services publics, c'est l'accessibilité, la sécurité, et le lien entre l'État et ses concitoyens qui s'effacent. La liste pourrait s'allonger, et l'on comprend que la « démocratie » dont parlent les auteurs est bien plus qu'un ensemble d'institutions et de règles. Elle repose sur des fondations sociales qui comprennent un rapport égalitaire à autrui⁴, un sens de l'appartenance à un peuple (« pouvoir dire avec confiance "We, the People" », p. 60), une relative égalité socio-économique et une forme de sens civique qui peut se traduire par la solidarité ou la fraternité républicaine⁵.

1. Les Trente Glorieuses font presque figure d'idéal-type dans l'ouvrage, même si elles sont (parfois) nuancées par leur face sociale plus sombre (impérialisme, racisme, patriarcat). Elles témoignent, selon C. Calhoun en particulier, de l'équilibre idéal entre liberté, démocratie et capitalisme. Les inégalités n'étaient pas trop fortes, les corps intermédiaires (partis, syndicats) étaient puissants et vecteurs de solidarité et les mouvements sociaux progressistes animés par une exigence de démocratisation. Voir notamment, p. 103-106, l'analyse astucieuse des trois pièges de la prospérité des années 1960, associée à celle de Max Weber à propos de la bureaucratisation excessive, de Michel Foucault au sujet des mécanismes disciplinaires qui ont accompagné l'État providence et de Pierre Bourdieu sur la reproduction cachée des inégalités malgré une prospérité générale.

2. Voir notamment le chapitre 5, D. P. Gaonkar, « Making the Demos Safe for Democracy ? », p. 166.

3. Voir à ce sujet Fabio Wolkenstein, « What is Democratic Backsliding ? », *Constellations*, 2022, <https://doi.org/10.1111/1467-8675.12627>

4. Ce qu'Elizabeth Anderson appellerait « égalité relationnelle » ; voir *The Imperative of Integration*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

5. La solidarité désigne d'abord la « cohésion sociale » (p. 100) et « évoque l'importance pour les citoyens de sentir que nous sommes véritablement liés les uns aux autres, dans le même bateau » (p. 50-51). Elle garantit également une certaine force de résistance collective aux problèmes qui nous assaillent, en tant que groupe de citoyens ; voir notamment le chapitre 2, C. Calhoun, « Contradictions and Double Movements ». La solidarité se transforme cependant, chez C. Taylor, en identité nationale, nécessaire selon lui à la vie démocratique, et en confiance pour le bon

La démocratie dégénère ainsi depuis les années 1970, par un ensemble de processus (financiarisation, globalisation, crises, politiques d'austérité) dont les auteurs proposent une reconstruction, depuis l'équilibre fragile entre capitalisme et démocratie, État social, prospérité et libertés des Trente Glorieuses, jusqu'à l'ère néolibérale actuelle¹. Celle-ci est marquée par une grande transformation, ou un « grand déclassement » (p. 20), qui a permis l'accélération des inégalités, et donc un sentiment de manque de pouvoir et de contrôle des citoyens sur leur vie, leur pays et leurs institutions, amplifiant alors des phénomènes d'abandon de la sphère publique et laissant libre cours à la colonisation du bien commun par les intérêts privés². Une idéologie individualiste et méritocratique justifie ainsi un état de fait pourtant intolérable, affaiblissant les combats socio-économiques en favorisant l'authenticité individuelle et confortant la place « méritée » des riches et des pauvres, ce qui empêche des formes de solidarité nécessaires à l'action collective³.

Cette nécessité de recréer des formes de solidarité collective pour mieux mener des combats démocratiques peut cependant être détournée pour stigmatiser ceux qui n'appartiennent pas au « vrai peuple ». Cette exclusion nationaliste de certaines « parties » du *démos* agit de concert avec la peur libérale de l'action populaire. Ensemble, elles détournent la démocratie des potentialités émancipatrices de l'action collective, qui seule peut amorcer le réveil politique des citoyens désengagés, « incarner le peuple » (p. 204) et « libérer et donc de transformer radicalement l'imaginaire politique » (p. 207)⁴.

La difficulté à résumer précisément l'ouvrage dérive de sa structure : composé d'essais qui se recoupent, parfois se répètent, il propose une même histoire sous des angles légèrement différents. Les chapitres eux-mêmes fonctionnent davantage par accumulation que sur des arguments strictement organisés. Ils mobilisent des exemples historiques variés, et reviennent sur

quelques cas contemporains – la manifestation *Black Lives Matter*, les Gilets jaunes, les pratiques des grandes multinationales, etc. L'ensemble tient cependant à un degré de généralité à propos de « la » démocratie, appelant à « voir grand » (« *think big* », p. 247). Le contexte reste essentiellement états-unien, avec quelques rares incursions au Canada et en Inde, notamment en ce qui concerne l'analyse politique. La force de la démonstration repose donc sur les dérives de la démocratie nord-américaine. Réinventer la social-démocratie, réinvestir les services publics, payer davantage les activités du soin, ne pas accabler les étudiants de dettes pour payer leurs études, mieux contrôler l'usage de l'argent par les partis politiques ou imposer plus systématiquement les ultra-riches n'apparaîtront pas comme des propositions fondamentalement nouvelles au lecteur européen.

De même, l'appel à « voir grand » est amputé, dès le départ, de toute la littérature sur les formes transnationales de démocratie, pourtant cruciales pour faire face aux menaces globales. La justification consistant à postuler que les « fondations sociales » d'une démocratie cosmopolitique n'existent pas encore (p. 289) rappelle les discussions anciennes sur l'absence de peuple européen. Insister, comme les auteurs le font, sur l'interconnexion des périls et des facteurs de dégénérescence en restant dépendant d'un nationalisme méthodologique est particulièrement contre-intuitif.

Le spectre d'un autre débat hante plusieurs chapitres, notamment ceux écrits ou co-écrits par C. Taylor : celui de l'opposition entre redistribution et reconnaissance⁵. Les auteurs restent ambigus mais insistent à plusieurs reprises sur la dégradation de la solidarité de classe et du sentiment collectif causée par les combats des minorités : « L'égalité obtenue [par les combats des femmes, des homosexuels, des handicapés] est-elle simplement une distribution équitable de biens privés à différents individus ou catégories

fonctionnement des politiques redistributives (p. 33), même si C. Calhoun refuse que l'identité politique soit limitée à l'uniformité culturelle ou à des dénominateurs communs comme la langue (p. 60).

1. Voir notamment le chapitre 3, C. Calhoun, « Compromises with Capitalism ».

2. Voir notamment le chapitre 1, C. Taylor, « Degenerations of Democracy ».

3. Voir notamment le chapitre 4, C. Calhoun et C. Taylor, « Authenticity and Meritocracy ».

4. Voir notamment le chapitre 6, D. P. Gaonkar, « The Structure of Democratic Degenerations and the Imperative of Direct Action ».

5. Nancy Fraser, Axel Honneth, *Redistribution or Recognition ? A Political-Philosophical Exchange*, Londres, Verso, 2004 ; Richard Rorty, « Is « Cultural Recognition » a Useful Concept for Leftist Politics ? », *Critical Horizons*, 1 (1), 2000, p. 7-20.

d'individus ? Ou s'agit-il d'un progrès du bien public, d'un mode de vie souhaitable à partager ? » (p. 133) demandent-ils, avant de nuancer : « Si l'on y regarde de plus près, les demandes de reconnaissance fondées sur une identité authentique ne sont pas en contradiction avec la solidarité en tant que telle. Au contraire, elles font toujours appel à une forme de solidarité, au moins au sein du groupe victime de la discrimination » (p. 133). Une solidarité spécifique, en somme, qui semble cependant rester en porte-à-faux avec le « bien commun ». Selon les auteurs, c'est d'abord par le redressement des inégalités économiques que la situation des femmes et des minorités peut s'améliorer (p. 220-223).

Enfin, le dernier chapitre, au titre prometteur, « What Is to Be Done ? », est insatisfaisant au regard des enjeux soulevés par les auteurs. Les propositions sont trop vagues ou trop incantatoires, s'apparentant davantage à un programme politique (qui se trouve en large partie déjà mobilisé par plusieurs partis de gauche européens) qu'à des arguments circonstanciés, qui seraient sans doute plus localisés mais gagneraient en efficacité. Se placer dans le contexte plus strict des théories de la démocratie – pensons aux travaux d'Hélène Landemore¹, de Bonnie Honig² ou de Nancy Fraser³, par exemple – aurait permis de donner chair à des propos sans doute trop généraux : « Pour restaurer l'efficacité des citoyens, un *demos* inclusif et l'engagement dans un processus politique qui dépasse les clivages partisans, il faut un renouvellement fondamental de la solidarité sociale. Nous ne pouvons pas retrouver un sentiment d'efficacité sans fournir des ressources et des lieux pour l'exercer de manière réaliste. De

même, il ne suffit pas de tolérer ou même d'accueillir la diversité sans établir des relations qui permettent réellement aux citoyens de se connaître » (p. 219). Développer l'analyse des expérimentations récentes des assemblées citoyennes, notamment dans le contexte du *Green New Deal* et autres « expériences passionnantes de plus grande démocratie » (p. 247) sur lesquelles se clôt le chapitre, aurait certainement permis de réfléchir concrètement aux promesses plus ou moins bien tenues de l'expérimentalisme démocratique.

Enfin, les pages de conclusion réaffirmant l'idée que les dangers pour la démocratie viennent davantage d'elle-même que de l'extérieur⁴ peuvent sembler naïves après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, ou à l'aune de la menace chinoise sur Taïwan. Ne mentionner qu'en passant qu'il existe bien des projets hostiles à la démocratie, notamment libérale, en passe de s'allier pour lutter, ou encore négliger le fait que la force simple et brutale d'une armée puisse déstabiliser l'économie mondiale et la gestion des ressources au point d'aggraver les vulnérabilités démocratiques paraît malavisé.

Si nous partageons volontiers avec les auteurs le diagnostic des pathologies populistes⁵, nationalistes, néolibérales ou illibérales des démocraties contemporaines, il reste à poursuivre plus systématiquement le gigantesque chantier qu'ils proposent. Car, malgré les quelques défauts de cet ouvrage collectif, il reste un excellent exemple d'un pragmatisme démocratique radical, fidèle au mot d'ordre de John Dewey : « La finalité de la démocratie est une finalité radicale. [...] Il n'y a, en outre, rien de plus radical que d'insister sur les méthodes

1. Hélène Landemore, *Open Democracy. Reinventing Popular Rule for the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2020.

2. Bonnie Honig, *Public Things : Democracy in Disrepair*, New York, Fordham University Press, 2017.

3. Nancy Fraser, « Three Faces of Capitalist Labor : Uncovering the Hidden Ties Among Gender, Race and Class », *Kritische Theorie in Berlin*, Walter-Benjamin-Lectures, 2022.

4. « L'autoritarisme resurgit partout dans le monde et menace les démocraties anciennes et nouvelles, mais les militaires, les agents les plus puissants de l'autoritarisme, restent dans leurs casernes. [...] Ni les attaques militaires ni les autres attaques extérieures ne déstabilisent les démocraties. Les sources de la crise démocratique actuelle sont internes » (p. 263).

5. Il faut noter que le populisme n'est pas désigné comme le véritable ennemi de la démocratie (p. 211 et p. 265-269), contrairement à ce qu'avance une grande partie de la littérature contemporaine sur le sujet. Le populisme semble plutôt désigner ici une arme (ou un style) à ne pas mettre entre toutes les mains. Sur l'ambiguïté conceptuelle du populisme et ses usages descriptifs et normatifs, voir, par exemple, Stijn van Kessel, « The Populist Cat-Dog : Applying the Concept of Populism to Contemporary European Party Systems », *Journal of Political Ideologies*, 19 (1), 2014, p. 99-118 ; et Federico Tarragoni, « Populisme et démocratie : les impasses d'une polarisation scientifique », *Raisons politiques*, 86, 2022, p. 113-129.

démocratiques comme moyen de réaliser des changements sociaux radicaux¹. »

Benjamin Boudou –
Université de Rennes

Retours sur une sociologie de l'appariement²

Cet ouvrage, dirigé par Melchior Simioni et Philippe Steiner, présente divers travaux sociologiques et économiques sur le thème des procédures d'appariement, c'est-à-dire l'affectation de ressources ou d'individus sans utilisation de transferts monétaires. Ses neuf chapitres offrent des descriptions et analyses de multiples applications reliées à la problématique d'appariement, qu'elles soient gérées par des algorithmes ou non. Le premier et plus important objectif du livre est donc de répondre à un besoin de transparence en décrivant précisément les fonctionnements et enjeux de ces procédures aux impacts sociétaux importants. En se fondant sur ces diverses études, il se conclut par une analyse des spécificités et des nouveaux paradigmes liés aux procédures d'appariement en général, notamment leur contraste face à l'échange marchand ou à la planification centralisée.

Sur le premier objectif d'exposition et d'analyse de plusieurs contextes d'appariement, les auteurs commencent, dans les trois premiers chapitres, par l'analyse des algorithmes d'affectation au sein de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur : ils y regroupent les descriptions des procédures Affelnet pour le lycée, Parcoursup pour l'université ainsi que les expériences récentes réalisées sur les affectations au collège. Dans le chapitre 1, Julien Grenet souligne le fait que les procédures d'affectation scolaires constituent des « leviers puissants de la mixité sociale et scolaire » (p. 26) en utilisant plusieurs sources et analyses de données statistiques. Par exemple, son analyse des effets des bonus boursiers dans le cadre d'Affelnet (p. 26), montre non seulement l'impact réel mais aussi les effets pervers qu'ils peuvent induire s'ils sont mal conçus. En ce sens, il décrit également les effets positifs sur la mixité sociale

et scolaire des expériences récentes sur les secteurs multi-collèges (p. 36). Enfin, la présentation et les discussions des systèmes Admission post-bac (APB) puis Parcoursup pour l'université montrent comment les critères de priorisation et leur transparence sont un enjeu crucial de l'acceptation de ces procédures. Le chapitre 2, exploitant données administratives et enquêtes auprès des responsables de formations, reprend cette analyse en soulignant comment les stratégies de reports de vœux, sous APB, ont pénalisé les élèves défavorisés (p. 69) et que le changement de priorisation sous Parcoursup s'est traduit par « de fortes inégalités de traitements des bacheliers en fonction de la filière suivie au lycée » (p. 92). Le chapitre 3, quant à lui, expose les théories sous-jacentes aux conceptions d'algorithmes d'appariement en illustrant les concepts, et donc les choix politiques nécessaires ou impossibles, *via* des exemples simples.

Les chapitres 4 à 9 présentent chacun des études sociologiques sur une problématique d'appariement. Dans le chapitre 4, Emmanuel Kessous se concentre sur le fonctionnement des applications de rencontre et l'importance que ces dernières ont mis sur l'image et la géolocalisation des participants. Le chapitre 5 met en lumière des enquêtes détaillées sur les pratiques d'affectation des logements sociaux dans trois villes françaises : Marine Bourgeois y souligne le poids des différents acteurs pour entrer dans la procédure (p. 178) et comment les règles de priorisation, certes explicites, peuvent être limitées par les sélections des dossiers en amont. Cela amène à une discussion sur la transparence ou non de cette affectation non algorithmique et soulève la question de l'utilisation d'un algorithme dans ce cadre. Le chapitre 6, écrit par M. Simioni, présente une recherche sur l'appariement des prisonniers à leurs cellules dans une maison d'arrêt française. Il montre comment la circulation des informations entre prisonniers et avec l'administration pénitentiaire, qui peuvent avoir des objectifs opposés, est un élément crucial de compréhension de ces décisions d'affectation. Le chapitre 7 est une description du travail d'appariement des chômeurs aux offres d'emploi au sein des services publics d'emploi. Hadrien Clouet et Jean-Marie Pillon

1. John Dewey, « Democracy is Radical », dans Jo Ann Boydston (dir.), *John Dewey, The Later Works, 1925-1953*, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, vol. 11, p. 298-299.

2. À propos de l'ouvrage de Melchior Simioni, Philippe Steiner (dir.), *Comment ça matche. Une sociologie de l'appariement*, Paris, Presses de Sciences Po (Académique), 2022, 400 p., index, bibliographie.

établissent l'impact qu'a eu l'introduction des logiciels de moteurs de recherche et d'appariement informatiques sur les pratiques des conseillers au sein de ces services. Ils insistent sur la manière dont la conception de ces logiciels et les choix politiques sous-jacents à celle-ci peuvent limiter les informations possibles sur les offres d'emploi ainsi que sur les possibilités d'expression des préférences des demandeurs (p. 266). Les auteurs montrent aussi comment le travail des conseillers aide à pallier en partie ces limites et qu'ils jouent finalement un rôle clé dans cet appariement. La compétition et les différences de qualité d'information qui peuvent exister entre logiciels et données publiques contre celles du privé (p. 280) sont d'autres éléments étudiés ici. Au sein du chapitre 8, P. Steiner présente le fonctionnement des appariements entre donneurs de reins décédés et patients en attente d'une greffe – une affectation centralisée, gérée et légitimée par l'Agence de la biomédecine –, ainsi que les critères de priorisation utilisés pour allouer un rein disponible à un des nombreux patients sur la liste d'attente. Le score déterminant ces priorités se fonde aussi bien sur des « critères d'attribution scientifiques », la compatibilité, par exemple, que sur des choix sociétaux de primauté, comme l'âge. Ce chapitre fait un état des lieux des types d'informations nécessaires pour établir ces priorisations et de la manière dont cette information circule, peut-être « optimisée (par les équipes) pour optimiser l'intérêt des malades » (p. 315), avant d'explicitier le rôle clé des simulations utilisant les données passées pour évaluer et améliorer ce système (p. 317). Enfin, dans le chapitre 9, Sylvain Besle analyse les résultats d'une série d'enquêtes sur les procédures de décision pour l'appariement des patients aux essais cliniques en cancérologie : le rôle central des unités médicales qui y sont dédiées (p. 333) et les relations entre ces unités pour l'obtention d'essais auprès des industriels y sont étudiées. Il s'emploie ensuite à décrire le processus d'orientation des patients qui se fait par délégation de leurs préférences à leur oncologue (p. 342), puis met en lumière la technique de sélection des patients proposés pour les essais par les équipes, l'importance des informations fournies ainsi que la réputation du médecin référent (p. 344).

Forts de ces nombreuses analyses, M. Simioni et P. Steiner s'attèlent, dans la conclusion, à avancer leur analyse générale des processus d'appariement. Ils reviennent sur les débats historiques entre

marché et planification comme moyens d'affectation des ressources et le poids joué par l'information dans ceux-ci. Les procédures d'appariement sont ainsi vues comme un nouveau moyen d'allocation des ressources qui se distingue du marché, car sans prix, ou de la planification, car laissant une certaine liberté de choix aux participants (p. 365). Les auteurs avancent le concept de la « sélection-tri » qui détermine quelle ressource un agent obtient lors de la procédure d'appariement et celle de « sélection-exclusion » qui recouvre les agents ne recevant aucune ressource (p. 368). Ils distinguent ensuite les procédures selon leur utilisation d'« informations épaisses », qui nécessiteraient un traitement humain (« appariements dédiés », p. 370) ou d'« une information fine » dont l'affectation peut être automatisée (« appariements bureaucratiques », p. 370). Il est, selon eux, nécessaire de comprendre toutes les dimensions sociales de la création, du contenu et de la diffusion de l'information dans ces procédures d'affectation par les acteurs (p. 376). Aussi, ils avancent l'idée que les procédures d'appariement contribuent à l'émergence d'une « idéologie adéquationniste » (p. 379) se focalisant uniquement sur l'appariement, même en masquant les déséquilibres agrégés liés aux disponibilités des ressources (emplois, places, etc.). Enfin, l'existence de situations d'exclusion les amène à évoquer le rôle clé de la justice perçue des affectations et la confiance des acteurs dans le système.

La lecture de ce livre permet de remplir pleinement l'objectif d'informer, de décrire et de rendre plus transparent nombre de procédures d'appariement qui régissent de multiples pans de la société. On en ressort avec la curiosité assouvie et une compréhension globale des fonctionnements de ces diverses procédures. En ce qui concerne le deuxième objectif d'analyse de ces systèmes, cet ouvrage pose une base solide pour des réflexions futures mais peut laisser un goût d'inachevé, ou, du moins, une volonté d'approfondissement. Si les chapitres 1 à 3 offrent un panorama complet d'analyses sur un sujet donné, les suivants développent des présentations d'applications différentes sur un type d'étude précis. Dans la plupart d'entre eux, les auteurs exposent des enquêtes détaillées, de qualité et utiles, notamment quand les procédures sont décentralisées ou non algorithmiques. Mais ces examens appellent également à un complément, par exemple statistique, qui aiderait à valider ou non certains arguments avancés. Suivant une liste non exhaustive, il aurait été intéressant d'exposer les

conséquences des différentes pratiques d'affectation des logements sociaux sur les familles elles-mêmes ou sur la ségrégation géographique des villes. Dans le cas des demandeurs d'emplois, l'introduction des logiciels d'appariement a également donné l'occasion de mettre à disposition un plus grand nombre d'offres que les conseillers locaux pouvaient ne pas connaître : dès lors, la quantification des effets positifs de ces logiciels, s'ils existent, serait à mettre en balance avec la perte d'informations fines induites par les logiciels eux-mêmes. Afin de mener cette réflexion, il pourrait être judicieux de réduire le nombre d'applications considérées dans l'ouvrage et de compléter l'analyse de chacune d'entre elles, à la manière des chapitres 1 à 3.

La conclusion avancée par les auteurs met tout d'abord de côté un important tournant conceptuel qui a précédé l'émergence de la littérature d'appariement. Bien que les débats « marché *versus* planification » aient revêtu une importance avant les années 1970, comme mentionné dans l'ouvrage, l'émergence de l'approche dite du « *mechanism design* » par Leonid Hurwicz en 1973 a été centrale. Désormais, avec cette approche, tout n'est que « mécanisme » : marché, planification et, un peu plus tard, appariements. Un mécanisme est vu comme un état de règles et d'institutions données qui ont vocation à collecter de l'information pour établir des décisions et que les agents doivent suivre. Dès lors, ce ne sont pas les procédures d'appariement en soi qui ont opéré ce glissement conceptuel, mais elles ont posé un

débat tout aussi important, occulté ici par les auteurs : celui de l'utilisation ou non des transferts monétaires pour l'affectation des ressources. En effet, cette question ne relève pas uniquement d'un débat sur le marché *vs* des procédures centralisées d'appariement puisque d'autres formes organisationnelles intermédiaires existent, recourant à la fois un aspect centralisé et l'utilisation de transferts monétaires. Les enchères et leur conception en sont un exemple important et une littérature abondante existe sur ce sujet et sur les politiques publiques qui en découlent¹. Enfin, l'approche faite par les auteurs de l'« idéologie adéquationniste » semble quelque peu réductrice : la question de la quantité globale de ressources est importante pour une réflexion politique, mais les procédures d'appariement gardent un rôle central, même dans le cas où les ressources sont techniquement en nombre suffisant. Ainsi, il peut y avoir assez de ressources pour n'exclure personne mais pas assez pour donner à chacun son premier choix. La notion de qualité de l'affectation, essentielle ici, est légèrement mise de côté dans l'argumentation, au profit de l'exclusion.

Pour conclure, l'ouvrage offre donc une piste de réflexions intéressantes en mettant en avant l'aspect crucial des procédures d'appariement dans de multiples dimensions sociétales et le nécessaire débat public sur ces questions.

Julien Combe -

École polytechnique, CREST, IP Paris

1. Voir par exemple Paul R. Milgrom, *Putting Auction Theory to Work*, New York, Cambridge University Press, 2004.